

SOMMAIRE

I-Introduction

II-Faits Marquants

III-Activité de la Police Municipale

IV-Accidentologie

V-Opérations de voirie pour améliorer la circulation et la sécurité

VI-Inondations

VII-Statistiques communiquées par la DDSP du Loiret

VIII-Actions de Prévention à destination des jeunes

Conclusion

I.- Introduction

La population de Saint Pryvé Saint Mesmin compte 5408 habitants (dernier recensement INSEE de 2004). Cependant ce nombre est en augmentation et après l'engagement des programmes immobiliers prévus sur la commune, nous devrions dépasser les 5600 habitants.

La commune est située en périphérie d'une grande agglomération de 150 000 habitants. Son territoire de 9 Km² environ se trouve au sud de la Loire et comporte environ 40 Km de voies communales. Elle est traversée par deux axes importants (l'autoroute A71, et la RD 951) et comporte 40 km de voies communales environ. La ville est considérée à 100% inondable en cas de crue majeure de la Loire. Elle fait partie des 22 communes de l'agglomération Orléans val de Loire.

Elle est desservie par trois lignes de transport en commun, les lignes 7, 16 et 30 de la SETAO.

Elle dépend de la circonscription de Police Nationale gérée par la Direction Départementale de Sécurité Publique du Loiret basée à Orléans, avec laquelle une convention de partenariat a été signée en 2003 (Convention devenue caduque, en cours de renouvellement).

La ville compte deux agents de Police Municipale, un chef de Police et un Brigadier chef. Le service est situé 13 rue de la salle des fêtes, cependant il sera transféré prochainement Route de Saint Pryvé, face à la mairie dans les nouveaux locaux acquis en 2008.

Lorsque les projets immobiliers du CLOS AUBERT et du Cœur de ville seront finalisés, l'augmentation importante de la population urbaine devra être prise en compte dans le cadre d'une politique de prévention de la délinquance.

Les aménagements de ces projets devront tenir compte de cette politique (Zones sombres, allées piétonnes, lignes de « Fuite » etc.)

Le présent rapport retrace l'activité des services en matière de Prévention de la Délinquance, Sécurité dans son sens le plus large.

II.-FAITS MARQUANTS

Saisie par la DIPJ de plusieurs kilogrammes de produits stupéfiants dans le secteur du lac.

Découverte d'un corps à la pointe de Courpain

Incendie des locaux de la Couronnerie :

Cet incendie impressionnant qui heureusement n'a pas fait de victimes, a vu une mobilisation de tous les services qui sont venus en soutien aux secours déployés (Sapeurs Pompiers, Police, Préfecture). Rapidement des salles ont été mises à disposition pour l'accueil des salariés de la Couronnerie. Les minibus ont servi à leur transport en attendant que la Setao prenne le relais pour la reconduite à domicile du personnel. Par la suite la municipalité a mis à disposition une salle et les moyens permettant à une partie de la structure administrative de l'établissement de fonctionner en attendant leur transfert. Le soutien des riverains à l'établissement a été exemplaire.

Fuite de gaz rue des 4 tourelles qui a nécessité l'évacuation des riverains

Début d'incendie sur poteau avec soupçon de fuite de gaz route de Saint Mesmin ancien établissement des remorques FRANC qui a nécessité d'interdire la circulation momentanément sur le RD951 et d'évacuer les proches **riverains**

III.-ACTIVITE DE LA POLICE MUNICIPALE

- Opération Tranquillité Vacances

Les agents de police municipale ont surveillé 74 domiciles dans le cadre de l'opération tranquillité vacances. Aucun incident n'a été signalé lors de cette surveillance.

- Patrouilles nocturnes

La police municipale a effectué 5 patrouilles de nuit sur la commune dont une a été interrompue suite à des inondations survenues rue du Gros raisin et sur le RD 951 qui a été fermé momentanément à la circulation. Une patrouille a permis de contrôler sous la responsabilité du 1^{er} Adjoint présent, les jeunes qui se réunissent allée des maraîchers, et procéder au contrôle de deux cyclomoteurs bruyants. Les autres patrouilles se sont déroulées sans incident.

- Participation aux cérémonies :

La police municipale participe aux cérémonies officielles traditionnelles, dernier dimanche d'avril (Journée de la déportation), 8 mai (Fin du 2^{ème} conflit mondial), 14 juillet, 11 novembre.

Cette année, elle a également participé à la journée du 19 mars (Fnaca), et couvert les manifestations du 20 juin (fête de la musique), le 18 octobre (commerce en fête) et 19 octobre (cérémonie au Carmel de Micy)

- **Intervention dans les écoles**

Le brigadier Bruno PAUTRAT est intervenu dans l'école des Sablons afin de sensibiliser les jeunes élèves sur la conduite des cycles et procédé au contrôle des vélos de 6 classes.

Pendant deux mois, les agents ont escorté une classe de l'école Bazin qui se rendait au centre équestre.

Dès le début avril, ils couvraient les sorties d'école de la commune. Puis ont passé le relais au personnel communal qui a été formé par le chef CHAUVEAU. Ce dispositif donne entière satisfaction

- **Contrôles de vitesse**

Par une convention avec la ville d'Olivet, cette dernière consent le prêt une fois par mois, de jumelles euro laser permettant de procéder à des contrôles de vitesse. Ces contrôles s'effectuent sous l'autorité du 1^{er} adjoint souvent présent avec les agents. Ils ont lieu là où des comportements de vitesse excessive ont été signalés.

Cette année de septembre à décembre, 3 opérations de contrôle ont eu lieu sur la commune et ont permis de relever 12 infractions dont la plus importante a été relevée à 85 Km/h pour 50km/H.

Lors de ces contrôles, les automobilistes dans l'ensemble circulent moins rapidement sur la commune et se montrent plus prudents.

12 infractions ont été relevées.

- **Relevé d'infractions au code de la route**

Une mise à disposition auprès des services de la Police Nationale pour conduite sans permis a été effectuée

Pour la période de janvier à novembre 2008, 105 infractions ont été relevées

Inobservation de l'arrêt absolu : 6

Circulation en sens interdit : 45

Non changement de domicile sur carte grise : 1

Non présentation immédiate des pièces administratives : 2

Stationnement abusif de plus de 7 jours : 18

Arrêt ou stationnement gênant sur trottoir ou en double file : 2

Arrêt ou stationnement sur emplacement d'handicapé : 1

Non respect du contrôle technique : 1

Usage d'un téléphone tenu en main : 20

- **Intervention sur des chiens**

2 chiens ont été conduits à la SPA.

- **Différentes infractions portées à la connaissance de la Police Municipale :**

2 Cambriolages rue des 4 tourelles et rue du gros raisin

Une porte forcée rue Flandres Dunkerque

Une poubelle brûlée allée des maraîchers

Le cambriolage de la Sté ISOGLASS dans la zone de la nivelle

Une fenêtre cassée dans le local Edith Piaf : Plainte déposée

Vol de roue de véhicule à la Sté TREMPLIN, zone de la nivelle

Une effraction dans les locaux du club de football.

Vol dans l'enceinte du garage BD route de ST Mesmin

Un vol dans véhicule zone des 15 pierres

Cambriolage du petit casino.

Tentative de vol rue Flandres Dunkerques

Tentative d'effraction rue du clos du chat

Véhicule volé (Clio) rue Gaston Déffié

Véhicule volé (4X4) rue des hautes levées

Dégradation d'abris bus route de Saint Mesmin

Dégradations de biens communaux (bacs à fleurs) pont Saint Nicolas : Plainte déposée

Violence volontaire : allée des maraîchers

- Véhicules incendiés

2 Véhicules rue Gaston déffié

1 Véhicule volé à Courpain

1 rue du loup pendu.

IV.-ACCIDENTOLOGIE :

Données essentielles sur le Plan National

En 2007, 4620 personnes sont décédées sur le coup ou dans les trente jours suivant l'accident et 103 201 personnes ont été blessées, dont 36 615 hospitalisées (pour lesquelles une hospitalisation d'au moins 24 heures a été nécessaire).

La moto est, de loin, le mode de déplacement le plus dangereux avec 18 % de personnes tuées pour 1,1% du trafic.

Les poids lourds : 14,3 % des tués sur la route le sont dans un accident impliquant un poids lourd, mais les occupants de poids lourds eux-mêmes ne représentent que 1,5 % des personnes tuées.

Les cyclomoteurs : 44 % des personnes tuées à cyclomoteur sont âgées de 15 à 19 ans.

Les piétons : Le déplacement à pied est d'abord un phénomène urbain : 68% des piétons tués le sont en ville, alors que les autres victimes de la route, ce taux est inférieur à 25 %

Ce sont les routes de rase campagne (nationales ou départementales) qui sont les plus dangereuses, avec 74 % des personnes pour 52 % du trafic.

76 % des victimes sont des victimes locales : des piétons ou des occupants d'un véhicule immatriculé dans le département.

C'est la nuit, le week-end et l'été que l'on dénombre le plus d'accidents mortels.

Les hommes entre 15 et 24 ans sont les plus exposés au risque d'accident.

Les personnes âgées ont des accidents moins fréquents mais plus graves

L'alcool est désormais le premier facteur d'accident, alors que l'excès de vitesse constitue l'infraction la plus répandue. Les accidents sont le plus souvent dus à une faute des conducteurs, mais environ 60 % des personnes tuées ne sont pas responsables : il s'agit de piétons, des occupants non conducteurs et des conducteurs non responsables.

Les actions les plus efficaces :

Pour améliorer le comportement des usagers, les principales actions, en dehors de la communication (information et campagnes), de la mobilisation locale et de l'éducation, sont le contrôle et les sanctions :

- Contrôle automatisé
- Contrôles d'alcoolémie
- Le permis à points joue un rôle important pour améliorer les comportements.

Par ailleurs, les améliorations régulières des infrastructures et des véhicules pouvant encore renforcer la sécurité sont :

- Le traitement des obstacles latéraux (arbres ou poteaux) qui permettrait de réduire de 7,5 % le nombre de victimes tuées sur la route ;
- La séparation des sens de circulation sur les 10 % de voies bidirectionnelles les plus circulées qui permettrait de réduire de 5 % le nombre de victimes tuées sur la route ;
- Selon une étude française, la généralisation de l'ESP (correcteur électronique de trajectoire) à tous les véhicules du parc automobile permettrait de réduire d'environ 15 % le nombre d'accidents mortels.

15 accidents ont été signalés sur la commune

11 interventions des sapeurs pompiers sur 11 accidents de la route ayant occasionné 10 blessés légers et 1 mort

5 janvier 2008 : 2 véhicules en cause rue du gros raisin : 1 blessé

7 mars 2008 : un véhicule seul rue Gaston déffié : 1 blessé

30 avril 2008 : un véhicule 2 roues seul : 1 blessé

7 mai 2008 : avenue A. Michel : un véhicule contre piéton : 1 blessé

2 juillet 2008 : un véhicule 2 roues seul rue St fiacre : 1 blessé

6 octobre 2008 : un véhicule 2 roues seul rue Gaston déffié : 1 blessé

14 octobre 2008 : 2 roues contre 2 roues rue Gaston déffié : 1 blessé

20 octobre 2008 : 2 roues seul rue des Hautes levées : 1 blessé

7 novembre 2008 : 2 roues seul rue Gaston Déffié : 1 blessé

7 Décembre 2008 : Route de ST Mesmin-Angle rue Claude Joliot : 1 véhicule seul- 1 mort

8 Décembre 2008 : Rond point du pont de l'Europe : 1 Poids lourd contenant de l'acide renversé : 1 blessé léger (chauffeur)

Piétons et autres :

Accident matériel contre un lampadaire route de Saint Mesmin

Accident matériel contre un lampadaire (lieu non précisé)

Accident matériel Pont Saint Nicolas

Chute de piéton : 1 blessé

V.- Opérations de voirie pour améliorer la circulation et la sécurité

Rue de la petite cabrédée : mise en sens unique et en impasse de la rue avec fermeture sur la levée

Rue des bleuets : pose sur le trottoir de poteaux bois pour préserver le passage des piétons

Rue de la salle des fêtes jusqu'à la rue des moines : mise en place et matérialisation pas rondins bois et signalisation sol d'emplacements de stationnement afin de protéger la circulation des piétons.

Rue des plantes : Mise en place sur chaussée par signalisation au sol d'emplacements alternés de stationnement pour ralentir la vitesse des véhicules et permettre le passage des piétons sur trottoir.

Réfection de la peinture routière des passages protégés devant les écoles BAZIN et SABLONS, ainsi que rue de la Cossonnière, sur le RD 951, Place Clovis (ajout d'un passage protégé) et autres voies.

Déplacement sur le RD 951 du panneau de priorité à Droite devenu ainsi plus visible pour marquer l'approche avec la rue prioritaire des sablons.

Mise en place sur le RD 951 au niveau de la caisse d'épargne d'une signalisation de prévention fonctionnant avec des panneaux voltaïques.

Traçage des flèches vertes piste cyclable sur la levée pour signaler aux automobilistes circulant dans le sens St Pryvé-Orléans, la présence de cyclistes sur la voie de gauche.

VI.-Inondations

Suite à orage : deux interventions aux mêmes endroits (Rue du gros raisin et RD 951) qui ont nécessité l'interruption momentanée de la circulation

Une alerte de Crue Majeure : semaine du 8 novembre 2008 qui a nécessité la mise en place d'une cellule de crise au sein de la municipalité, sans alerte des correspondants Loire. La crue annoncée étant moins importante que celle de 2003, seule une alerte aux riverains a été effectuée. Sur intervention de nos services, les Sans abris logés sous le pont de l'Europe se sont installés en hauteur le temps de l'alerte.

Cette année la commune a été épargnée, le niveau de crue étant largement inférieur à celui de 2003.

Le 26 mars 2008 s'est tenue la réunion du comité de pilotage relatif au plan d'évacuation du Val d'Orléans en cas de crue majeure de la Loire.

Des réunions de travail au sein de 7 groupes ont eu lieu d'avril à novembre 2008 et ont permis de présenter un plan opérationnel complété par les éléments de synthèse et les annexes. Les travaux seront présentés au Préfet en décembre et début 2009 la rédaction du plan d'évacuation massive du Val d'Orléans annexe au Plan ORSIL sera effective.

La commune par le biais du 1^{er} Adjoint et du DGS a participé activement aux groupes de travail.

En 2009, le Plan Communal de Sauvegarde(PCS) sera revu en tenant compte des nouvelles orientations contenues dans le Plan d'évacuation Massive.

La création d'une Réserve Communale de Sécurité Civile(RCSC) dont les champs d'action seront plus étendus sera proposée pour la commune. Cette réserve remplacera les correspondants Loire.

Les Réserves Communales de Sécurité Civile (RCSC) ont été instituées par la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile. Elles font l'objet des articles L. 1424-8-1 à L. 1424-8-8 du Code Général des Collectivités Territoriales et d'une circulaire d'application du ministère de l'intérieur en date du 12 août 2005 (NOR INT E 05 000 80 C).

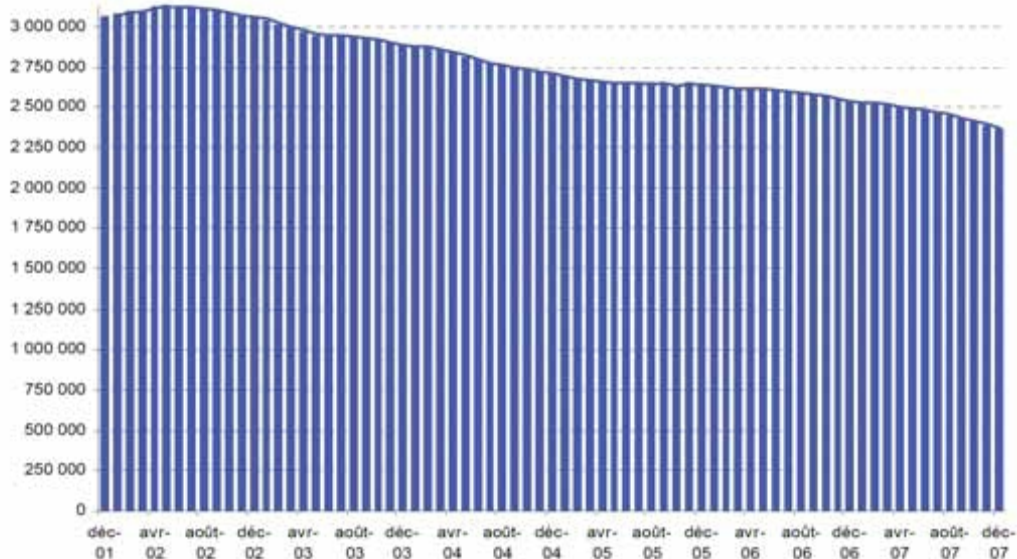
VII.- STATISTIQUES communiqués par la DDSP du Loiret

<u>Libellés</u>	<u>2007</u>	<u>Faits</u>	<u>2008</u>	<u>Faits</u>	<u>Mois</u>	<u>Evolution %</u>
Faits Constatés	Janvier	19	Janvier	12	Janvier	- 36,84%
	Février	22	Février	14	Février	- 36,36 %
	Mars	16	Mars	18	Mars	+ 12,50 %
	Avril	12	Avril	22	Avril	+ 83,33 %
	Mai	23	Mai	26	Mai	+ 13,04
	Juin	30	Juin	13	Juin	- 56,67 %
	Juillet	21	Juillet	16	Juillet	- 23,81%
	Aout	31	Aout	11	Aout	- 64,52 %
	Septembre	10	Septembre	19	Septembre	+ 90 %
	Octobre	15	Octobre	18	Octobre	+ 20%
	Novembre	26	Novembre	18	Novembre	
TOTAL		225		187		- 17%
		2007		2008		Evolution %
Cambriolages		38		27		- 29%
Vols de véhicules		8		15		+ 87,5%
Vols roulotte		65		47		- 28%
Destructions- Dégradations		22		23		+ 4,60%
Infractions législation sur les Stupéfiants		6		1		- 84%
Atteintes volontaires à l'intégrité physique		25		33		+ 32%
Véhicules incendiés		2		6		+ 200 %

Chiffres de l'observatoire National de la Délinquance (une approche au niveau national)

Evolutions mensuelles atteintes aux biens

Graphique 2.a : Les faits constatés d'atteintes aux biens sur 12 mois glissants de décembre 2001 à décembre 2007



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

Note de lecture : L'échelle des graphiques 2.a, 3.a et 4.a diffère selon le total de faits constatés sur 12 mois de l'indicateur correspondant

Graphique 2.b : Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes aux biens sur 12 mois glissants de décembre 2001 à décembre 2007



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

Source :

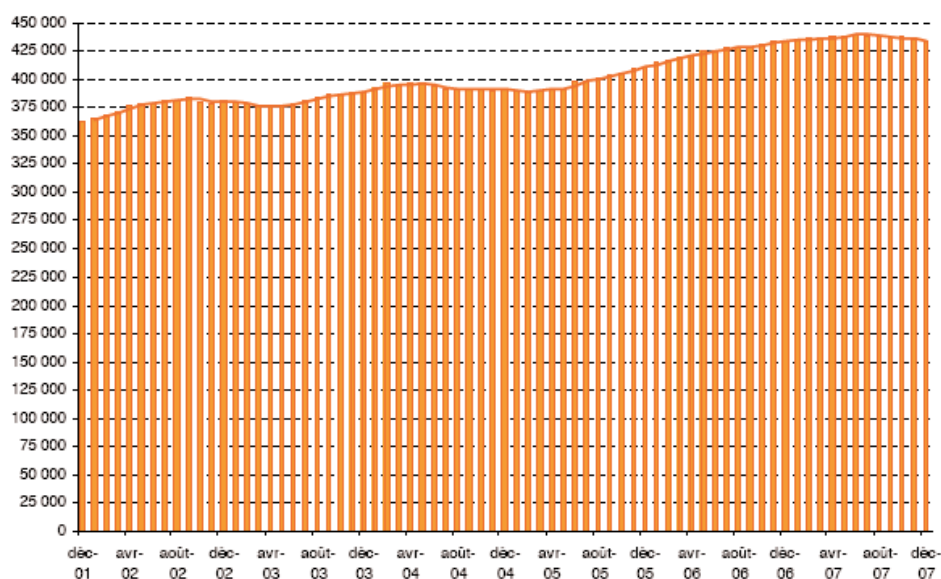
Tableau 1 : Les faits constatés d'atteintes aux biens en décembre 2007 sur 12 mois glissants

	Faits constatés entre janvier et décembre 2006	Faits constatés entre janvier et décembre 2007	Variation (%)
Atteintes aux biens	2 534 097	2 363 519	- 6,7
Vols	2 040 335	1 901 124	- 6,8
Vols sans violence	1 913 145	1 788 239	- 6,5
<i>Dont</i>			
Vols liés aux véhicules à moteurs	744 245	694 981	- 6,6
Cambriolages	335 052	312 384	- 6,8
Vols simples contre particuliers (hors vols liés aux véhicules à moteur)	657 051	607 176	- 7,6
Vols avec violences	127 190	112 885	- 11,2
Destructions et dégradations	493 762	462 395	- 6,4

Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

Intégrités Physiques

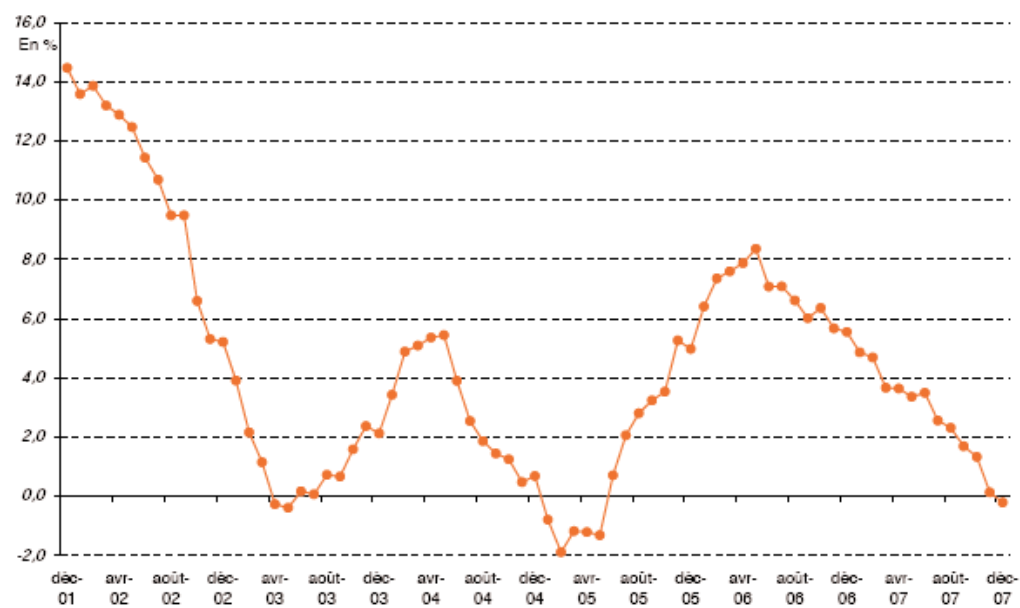
Graphique 3.a : Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique sur 12 mois glissants de décembre 2001 à décembre 2007



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

Note de lecture : L'échelle des graphiques 2.a, 3.a et 4.a diffère selon le total de faits constatés sur 12 mois de l'indicateur correspondant.

Graphique 3.b : Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique sur 12 mois glissants de décembre 2001 à décembre 2007



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

Tableau 2 : Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique en décembre 2007 sur 12 mois glissants

	Faits constatés entre janvier et décembre 2006	Faits constatés entre janvier et décembre 2007	Variation (%)
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	434 183	433 284	- 0,2
Violences physiques crapuleuses	127 400	113 060	- 11,3
Violences physiques non crapuleuses	206 903	219 455	+ 6,1
Violences sexuelles	22 864	23 247	+ 1,7
Menaces ou chantages	77 016	77 522	+ 0,7

Les index de l'état 4001 au cours des 12 derniers mois

Index	Infraction	MOIS ANNÉE PRÉCÉDENTE*	MOIS EN COURS*	12 MOIS PRÉCÉDENTS*	12 DERNIERS MOIS*
		Décembre 2006	Décembre 2007	Janvier à décembre 2006	Janvier à décembre 2007
35	Vois d'automobiles	12 658	11 314	157 437	143 130
37	Vois à la roulotte	27 787	23 302	346 484	324 072
38	Vois d'accessoires sur véhicules à moteur Immatriculés	11 609	10 481	154 608	146 251
36	Vois de véhicules motorisés à 2 roues	6 575	5 371	85 167	81 129
34	Vois de véhicules de transport avec fret	62	38	549	399
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	14 820	13 398	161 764	150 624
28	Cambriolages de résidences secondaires	1 220	1 130	16 076	15 156
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	7 260	6 143	87 605	80 567
30	Cambriolages d'autres lieux	5 493	4 865	69 607	66 037
31	Vois avec entrée par ruse en tous lieux	775	752	10 992	9 853
32	Vois à la tire	8 636	7 687	104 595	95 853
42	Autres vois simples contre des particuliers dans des locaux privés	15 458	14 397	202 244	196 352
43	Autres vois simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	26 445	23 572	350 212	314 971
33	Vois à l'étalage	5 724	5 383	60 348	60 378
39	Vois simples sur chantier	1 199	1 150	16 962	17 012
40	Vois simples sur exploitations agricoles	467	454	5 923	6 269
41	Autres vois simples contre des établissements publics ou privés	6 678	6 213	82 572	80 186
62	Incendies volontaires de biens publics	446	430	5 916	6 033
63	Incendies volontaires de biens privés	3 005	3 131	38 027	39 999
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	3	14	82	101
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	21	15	266	205
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	3 085	3 075	44 608	44 202
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	11 881	11 141	161 374	148 838
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	18 969	17 654	243 489	223 017
15	Vois à main armée contre des établissements financiers	55	40	584	416
16	Vois à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	291	361	2 882	2 907
17	Vois à main armée contre des entreprises de transports de fonds	1	0	32	45
18	Vois à main armée contre des particuliers à leur domicile	66	51	572	465
19	Autres vois à main armée	143	141	1 689	1 461
20	Vois avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	99	108	879	825
21	Vois avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	64	77	614	616
22	Autres vois avec armes blanches	872	687	9 928	8 456
23	Vois violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	96	101	948	861
24	Vois violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	123	139	1 503	1 319
25	Vois violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	4 227	3 613	49 466	44 000
26	Vois violents sans arme contre d'autres victimes	4 699	3 837	58 093	51 514
2	Homicides pour voler et à l'occasion de vois	6	0	36	35
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vois	6	1	47	61
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	5	7	86	58
8	Prises d'otages à l'occasion de vois	5	0	41	21
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	13 747	14 064	164 359	175 886
3	Homicides pour d'autres motifs	62	65	676	672
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	85	84	1 011	979
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	2	6	81	61
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	14	11	182	167
9	Prises d'otages dans un autre but	0	4	24	15
10	Séquestrations	169	181	2 223	2 073

52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	1 217	1 201	13 496	14 485
73	Violences à dépositaires autorité	1 910	1 903	24 851	25 117
46	Viols sur des majeur(e)s	375	367	4 443	4 677
47	Viols sur des mineur(e)s	425	450	5 341	5 455
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	386	374	4 823	4 909
49	Harçèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	654	735	8 257	8 206
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	911	856	10 481	10 299
12	Menaces ou chantages dans un autre but	5 341	5 381	66 535	67 223
91	Escroqueries et abus de confiances	14 652	15 802	163 111	177 309
89	Falsifications et usages de chèques volés	7 796	6 083	77 462	72 893
90	Falsifications et usages de cartes de crédit	4 849	4 317	53 755	53 458
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	135	126	1 957	1 840
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	30	19	350	327
84	Faux en écriture publique et authentique	159	208	2 151	2 037
85	Autres faux en écriture	492	504	5 642	6 089
86	Fausse monnaie	140	188	1 954	1 797
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	168	174	1 893	1 985
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	42	44	501	419
102	Achats et ventes sans factures	37	39	475	375
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	104	111	1 280	1 165
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	198	190	2 158	2 119
105	Fraudes fiscales	87	67	870	753
106	Autres délits économiques et financiers	216	249	2 863	2 885
92	Infractions à la législation sur les chèques	768	661	6 999	6 844
44	Recels	3 404	3 532	39 847	38 446
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	518	469	5 792	5 797
56	Usage revente de stupéfiants	1 764	1 577	17 034	16 369
57	Usage de stupéfiants	9 178	10 145	115 917	121 232
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	1 007	1 078	12 744	13 610
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers	5 810	6 629	77 948	88 088
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers	227	254	3 264	3 839
71	Autres infractions à la police des étrangers	587	408	6 609	6 405
74	Port ou détention armes prohibées	2 173	2 232	26 507	27 744
81	Faux documents d'identité	545	616	6 970	7 834
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	216	205	3 177	3 141
83	Autres faux documents administratifs	302	272	3 595	3 932
93	Travail clandestin	731	915	8 420	9 996
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	157	211	1 893	2 772
95	Marchandage - prêt de main d'oeuvre	33	38	320	363
59	Délits de débits de boissons et infraction à la réglementation sur l'alcool et le tabac	56	59	715	668
76	Délits des courses et des jeux	11	6	162	174
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	23	19	295	237
79	Atteintes à l'environnement	153	144	1 874	2 036
80	Chasse et pêche	119	95	1 613	1 157
45	Proxénétisme	34	45	464	455
50	Atteintes sexuelles	1 141	1 112	15 863	15 433
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	2 391	2 320	27 255	28 559
14	Violations de domicile	675	598	8 106	7 965
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	2 569	2 185	26 909	25 131
54	Non versement de pension alimentaire	1 090	1 023	14 675	13 778
72	Outrages à dépositaires autorité	2 531	2 339	31 827	31 731
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	43	59	497	502
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	18	30	187	280
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	44	61	501	461
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	165	203	2 351	2 458
107	Autres délits	6 465	7 485	97 736	92 497
1 à 107	Tous faits constatés	300 381	281 093	3 725 588	3 589 293

Tableaux complémentaires de l'état 4001

Les faits constatés enregistrés en décembre 2007

	Décembre 2007	Cumul 2007 (de janvier à décembre 2007)	Cumul 12 derniers mois (de janvier à décembre 2007)
Total des faits constatés	281 093	3 589 293	3 589 293
Atteintes aux biens	180 260	2 363 519	2 363 519
<u>Dont vols avec violences^d</u>	<u>9 153</u>	<u>112 885</u>	<u>112 885</u>
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	34 841	433 284	433 284
Escroqueries et infractions économiques et financières	29 946	345 416	345 416

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 définitif, OND

Les faits constatés enregistrés en décembre 2006

	Décembre 2006	Cumul 2006 (de janvier à décembre 2006)	Cumul 12 derniers mois (de janvier à décembre 2006)
Total des faits constatés	300 381	3 725 588	3 725 588
Atteintes aux biens	201 012	2 534 097	2 534 097
<u>Dont vols avec violences^d</u>	<u>10 737</u>	<u>127 190</u>	<u>127 190</u>
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	36 056	434 183	434 183
Escroqueries et infractions économiques et financières	30 793	334 064	334 064

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 définitif, OND

Variations des 3 indicateurs

	Variations entre Janvier-Décembre 2006 et Janvier-Décembre 2007 (en %)	Variations sur 12 mois glissants (en %)
Atteintes aux biens	-6,7	-6,7
<u>Dont vols avec violences^d</u>	<u>-11,2</u>	<u>-11,2</u>
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	-0,2	-0,2
Escroqueries et infractions économiques et financières	3,4	3,4

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 définitif, OND

Remarques : l'OND a choisi de présenter les évolutions de ses indicateurs sur 12 mois glissants. C'est la présentation qui rend le mieux compte des évolutions de fond. À titre d'information, il publie une autre comparaison possible : la comparaison des mois de l'année en cours depuis janvier avec les mêmes mois de l'année précédente (de janvier à décembre pour le présent bulletin). Par ailleurs, le taux de variation du total des faits constatés n'est pas diffusé car il ne peut être interprété en tant que tel.

VIII.- ACTIONS DE PREVENTION A DESTINATION DES JEUNES

L'ouverture de la structure d'accueil des jeunes permet la mise en place et le suivi d'actions de prévention quotidienne

Actions établies et quantifiées

- Accueil des jeunes âgés de 14 à 18 ans et construction de projets d'animation en fonction des besoins du public et du caractère éducatif
- Organisation de séjour extérieurs dans le but de rompre le cadre de vie et de suivre le jeune dans son quotidien.
 - Sortie Stade de France à PARIS, meeting d'athlétisme : 6 jeunes
 - Sortie Paint Ball : 9 jeunes à vigny
 - Sortie tournoi football en salle à Orléans la Source : 7 jeunes
 - Préparation et participation à un Raid Sportif à Sully sur Loire : 3 jeunes
 - Séjour d'hiver à la montagne (Ski et découverte du milieu) : 7 jeunes
 - Séjour d'été à la montagne à St Pé de Bigorre (stage canoë, rafting) : 7 jeunes

Organisation de 7 soirées, « vendredi soir à l'espace jeunes », soirée thématique + repas : 80 jeunes au total sur l'ensemble.

En partenariat avec ERDF : Préparation et réhabilitation de 2 transformateurs EDF : 6 jeunes (Rue de la fontaine et rue de la Cossonnière) : Le compteur EDF rue de la Fontaine a reçu le 2^{ème} prix au concours national organisé par ERDF ; La commune de St Pryvé s'est vu remettre lors du salon des maires de Novembre 2008, ce prix d'une valeur de 10 000 euros destiné à des opérations de réhabilitation.

Actions établies non quantifiées :

Activités régulières à l'espace jeunes

Déplacement en journée des animateurs sur les lieux de regroupement connus dans la commune (Place Clovis, arrêt de bus Sittelle, lac de Bel air, Piscine d'été, parc de la Trésorerie, Belle Arche).

Médiation en cas de situation repérée de consommation de matières illicites par des jeunes. Discours permanent de l'équipe d'animation sur le respect des personnes, des biens et sur la citoyenneté.

Concernant ces actions il est dommage qu'elles n'aient pas été notées, car on ne peut pas évaluer son impact, manque d'information sur le nombre de jeunes concernés, les âges etc.

Le point d'information jeunesse a été ouvert et une animatrice était présente pour communiquer information et documentation dans les secteurs de la formation, de l'orientation, la scolarité, la santé, les jobs, le sport, la culture, les sorties, la sexualité, les voyages.)

Là encore, le manque de suivi ne permet pas d'avoir plus de renseignement sur sa fréquentation (âges, renseignements recherchés, temps de présence de l'animatrice.)

Pour 2009, faudrait avoir un peu plus de précision et de détails sur ces actions afin d'avoir une meilleure approche.

Conclusion :

Il n'a pas été tiré de conclusion des différents éléments exposés ci-dessus, en effet c'est le but et la mission de l'observatoire des faits de délinquance.

Il était indispensable d'avoir un état récapitulatif des actions et des faits constatés dans les domaines concernés par les mesures de sécurité et de prévention.

La rédaction de ce rapport est une première et il doit servir de support aux élus siégeant à l'observatoire des faits de délinquance pour évaluer les besoins et les actions à mener.

En 2009, les services de la mairie seront sensibilisés sur l'importance d'élaboration d'un tel rapport et le recueil des données s'en trouvera amélioré.

Décembre 2008

Le 1^{er} Adjoint Chargé de l'Administration, des affaires juridiques, de la réglementation et de la sécurité